

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 29 novembre 1995, d'une demande d'avis sur un projet de loi "organique des services de renseignements et de sécurité", a donné le 27 mars 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 29 november 1995 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, heeft op 27 maart 1996 het volgend advies gegeven :

I. Ainsi que le rappelle l'exposé des motifs accompagnant l'avant-projet, "il existe, en Belgique, deux services de renseignements et de sécurité : la Sûreté de l'Etat qui relève du ministre de la Justice et le Service général du renseignement et de la sécurité qui fait partie de l'état-major général de l'armée. Les bases légales sur lesquelles reposent ces deux services sont tantôt inexistantes, tantôt insuffisantes.

La loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements vise la Sûreté de l'Etat et le Service général du renseignement et de la sécurité, mais n'organise ni l'un ni l'autre.

L'institution des services de renseignements habilite, par définition, l'autorité publique à se livrer à des activités de nature à constituer des ingérences, potentiellement dangereuses, dans l'exercice des droits fondamentaux et spécialement le droit au respect de la vie privée et familiale (que consacrent tant l'article 22 de la Constitution que l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales). La nécessaire protection de ces droits implique qu'en la matière un important domaine soit réservé à la loi. Le principal mérite de l'avant-projet est, d'ailleurs, d'admettre la nécessité de cette intervention législative.

Encore convient-il de faire le départ entre ce qu'il appartient au législateur fédéral - et à lui seul - d'assumer et ce qui relève constitutionnellement des compétences revenant en propre à l'exécutif.

.../...

Si, de ce point de vue, il n'est point douteux que relèvent des attributions du législateur l'institution des deux services de renseignements (article 2 de l'avant-projet) et la détermination de leurs missions respectives (articles 9 et 11 de l'avant-projet), il paraît en revanche que la fixation des règles d'organisation et de fonctionnement de ces services excède de telles attributions.

Ainsi, dans son chapitre II, l'avant-projet charge (article 4) un comité ministériel dont la composition sera déterminée par le Roi d'établir la politique générale du renseignement, de déterminer les priorités des deux services précités et de coordonner leurs activités.

L'article 5 prévoit, quant à lui, la création d'un "collège du renseignement et de la sécurité" présidé par un délégué du premier ministre et composé de plusieurs fonctionnaires dirigeants - parmi lesquels celui de la Sûreté de l'Etat -, du chef du Service général du renseignement et de la sécurité et du commandant de la gendarmerie; sa principale fonction consisterait, aux termes du paragraphe 2, à assurer l'exécution coordonnée des décisions du comité ministériel.

Le chapitre III de l'avant-projet comprend, par ailleurs, - outre les dispositions relatives aux missions des deux services de renseignements - une série de règles opérant la répartition entre les ministres de la Justice, de l'Intérieur et de la Défense nationale des attributions participant de l'exercice de l'autorité à l'égard de ces deux services de renseignements et de sécurité; tel est

.../...

notamment l'objet des articles 6, alinéa 1er, 7, 8 et 10, à l'exception du paragraphe 1er, alinéa 2.

Il importe de rappeler que l'organisation des services administratifs de l'Etat constitue, en vertu des articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution, une prérogative du pouvoir exécutif.

Ainsi que le relevait dans un précédent avis (1) la section de législation,

"La Constitution établit un régime de séparation des pouvoirs, lequel implique que chacun des trois pouvoirs qu'elle institue a des compétences qui lui sont réservées et que, dans les limites de ses attributions, il est indépendant à l'égard des deux autres. Le régime créé par la Constitution est aussi un régime parlementaire dont la caractéristique essentielle est la responsabilité des ministres devant les Chambres législatives.

Ces principes ont pour conséquence qu'en raison de ses missions propres et de ses responsabilités, le pouvoir exécutif règle lui-même son organisation et les modes de son fonctionnement.

Il ressort des articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution qu'il appartient au Roi de créer et d'organiser les services d'administration générale".

Il revient par conséquent au Roi, auquel l'article 37 de la Constitution attribue le pouvoir exécutif fédéral, de créer, maintenir, ou supprimer les services

(1) Doc. parl., Chambre des Représentants, 127, session 1981-1982, n° 2; voir également M. LEROY, "Tout est perdu", Journal des tribunaux, 1983, pp. 245 et s., où cet avis est également reproduit.

administratifs qui en relèvent, et d'organiser l'exercice de l'autorité sur ces services, en ce compris la répartition des attributions ministérielles à leur égard, les modalités de leur exercice, éventuellement conjoint, la constitution à cet effet de comités ministériels ou d'organes administratifs de coordination. L'article 167, § 1er, alinéa 2, de la Constitution attribue également au Roi le commandement des forces armées, de sorte qu'il en va de même pour les services qui en dépendent.

Le pouvoir législatif ne pourrait en conséquence faire siennes les dispositions des chapitres II et III de l'avant-projet (à l'exception de celles qui ont trait aux missions des services de renseignements et de sécurité), sans empiéter sur les pouvoirs que la Constitution réserve au Roi; le pouvoir exécutif méconnaîtrait, en l'y invitant, ses propres attributions.

II. S'il n'entre pas dans les attributions du législateur d'organiser l'exercice du pouvoir exécutif au détriment de l'autonomie dont celui-ci dispose aussi longtemps qu'il s'agit de régler son propre fonctionnement, il lui appartient en revanche d'exercer pleinement les compétences qui sont les siennes en circonscrivant, de manière précise, les activités des services de renseignements et de sécurité.

En privilégiant - erronément, du reste, au regard des principes constitutionnels - des préoccupations qui tiennent davantage aux tâches exécutives (comme l'exercice de l'autorité sur les services), l'avant-projet paraît

.../...

reléguer au second plan des aspects que le législateur fédéral devrait, quant à lui, considérer comme essentiels, en particulier la nature des activités dont peuvent être chargés, dans une société démocratique, les services de renseignements et de sécurité, ainsi que les moyens d'action qu'ils peuvent mettre en oeuvre pour les accomplir.

S'il peut être admis que l'autorité publique se dote de services dont la fonction spécifique consiste à lui fournir les renseignements propres à lui permettre de prévenir, par les décisions adéquates, les atteintes répréhensibles aux intérêts dont elle assume la responsabilité, il reste en effet que la loi doit aussi prémunir la collectivité contre le préjudice que pourraient, à la faveur du secret qui les caractérise habituellement, porter ces activités au libre exercice des droits fondamentaux.

Ainsi la Cour européenne des droits de l'homme estime-t-elle devoir "se convaincre de l'existence de garanties adéquates et suffisantes contre les abus car un système de surveillance secrète destiné à protéger la sécurité nationale crée un risque de saper, voire de détruire, la démocratie au motif de la défendre" (1).

L'article 22 de la Constitution impose en particulier au législateur fédéral l'obligation de garantir la protection du droit au respect de la vie privée et familiale; il est, à l'inverse, seul habilité à déterminer les cas et les conditions dans lesquels ce droit peut souffrir certaines restrictions.

(1) Arrêt Leander du 26 mars 1987, paragraphe 60.

Ces dispositions constitutionnelles renvoient à l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui dispose comme suit :

"1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui".

S'agissant des méthodes que peuvent utiliser les services de renseignements et de sécurité, l'exposé des motifs fournit notamment les explications suivantes :

"Les services de renseignements ont une mission à caractère exploratoire qui se situe dans le domaine de l'éventualité et de la probabilité. Elle se distingue de celles des services de police dont l'action est orientée sur la prévention d'événements identifiables ou la recherche de faits déterminés. De ce caractère découle que leurs méthodes doivent, sauf cas exceptionnels, être exclusives de tout moyen de contrainte et ne peuvent porter atteinte au secret de la vie privée. Par conséquent, les services de renseignements pourront procéder à toute investigation qui ne leur est pas expressément interdite par une disposition légale. En d'autres termes, ils possèdent le droit comme tout citoyen de recueillir une information quelconque, moyennant le respect de l'ordre juridique (article 19

.../...

du pacte international relatif aux droits civils et politiques). N'ont dès lors été reprises dans la loi que des méthodes nécessitant une habilitation spéciale".

L'avant-projet se fonde à cet égard sur la conception erronée que toute forme d'investigation que la loi n'interdit pas expressément est de ce fait même respectueuse de la vie privée. C'est négliger le fait que la loi n'a pas, dès à présent, établi, conformément à l'article 22, alinéa 2, de la Constitution, l'ensemble des garanties susceptibles d'assurer la complète protection du droit au respect de la vie privée.

Pour ne citer qu'un exemple, aucune loi ne règle spécialement l'utilisation des moyens optiques de surveillance, ce qui ne signifie évidemment pas que leur usage ne peut donner lieu à aucune violation du droit au respect de la vie privée.

Vu le contexte, la référence au droit dont dispose tout citoyen de s'informer est de surcroît inappropriée, tant il est notoire que les agents qui, à la différence de la généralité des citoyens, ont pour fonction de recueillir et de traiter l'information à l'effet de produire du renseignement, ont la possibilité de recourir à des techniques sans cesse plus perfectionnées, auxquelles le particulier, à supposer même que lui vienne le désir d'en user, n'a le plus souvent même pas accès.

L'avant-projet est dès lors empreint d'une profonde ambiguïté puisqu'il ne prétend susciter l'intervention du

.../...

législateur qu'en vue d'habiliter les services concernés à s'ingérer dans la vie privée des citoyens, d'une manière certes limitée, mais qui ne peut, dans cette perspective, que s'étendre ultérieurement, alors qu'il se dispense de concevoir, en contrepartie, quelque régime de garantie que ce soit pour pourvoir à l'exécution de l'article 22, alinéa 2, de la Constitution.

III. Un aspect particulier du projet illustre clairement les déficiences qui viennent d'être relevées.

Deux arrêts récents de la section d'administration (1) évoquent en ces termes les profondes lacunes du régime d'habilitations de sécurité actuellement appliqué au sein des forces armées :

"Considérant que l'article 8, § 2, de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales permet l'ingérence de l'autorité publique dans l'exercice du droit de toute personne au respect de sa vie privée, pour autant que cette ingérence est conforme à la loi, qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire notamment à la sécurité nationale et à la sûreté publique, et que les textes qui la prévoient soient accessibles à l'intéressé et rédigés en termes assez clairs pour lui indiquer de manière adéquate en quelles circonstances et sous quelles conditions ils habilitent la puissance publique à s'y livrer, spécialement si l'ingérence présente un caractère secret;

(1) C.E., arrêts n° 54.138, Cudell, et n° 54.139, Wicart, du 30 juin 1995.

Considérant que l'article 14, § 3, de l'arrêté royal du 19 décembre 1989 portant organisation de l'Etat-major général, aux termes duquel "dans le cadre des politiques arrêtées et des missions qui lui sont dévolues, le chef du service général du renseignement et de la sécurité est chargé (...) de prendre toutes les mesures nécessaires à la protection du secret et au maintien de la sécurité militaire, y compris le chiffrement, d'établir, de diffuser et de contrôler les directives en cette matière", ne répond pas à cette exigence de précision; qu'en conséquence, les ingérences organisées par les directives qui se fondent sur cette disposition ne peuvent être tenues pour admissibles;

Considérant que les décisions des organes institués par, en vertu ou dans le cadre du traité de l'Atlantique-Nord, signé à Washington le 4 avril 1949, approuvé par la loi du 2 juin 1949 ne peuvent être tenues pour une base légale en droit interne et sont au surplus, de l'aveu même de la partie adverse, "classifiées", donc secrètes, de sorte qu'elles ne répondent pas aux exigences de légalité, d'accessibilité et de prévisibilité qu'impose l'article 8, § 2, de la Convention précitée; qu'en conséquence, les ingérences organisées par les instructions et circulaires ministérielles qui se fondent sur ces décisions ne peuvent être admises;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que l'ordre donné au requérant d'introduire une demande de certificat de sécurité constituait une ingérence de l'autorité publique dans l'exercice de son droit au respect de sa vie privée, ingérence non conforme aux conditions prévues par l'article 8, § 2, de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales; que la sanction disciplinaire prise à son encontre, pour avoir désobéi à cet ordre, viole donc ce droit; qu'il s'ensuit qu'elle est illégale".

.../...

Ces considérants doivent être rapprochés des principes généraux dont la Cour européenne des droits de l'homme a fait application dans son arrêt du 26 mars 1987 en l'affaire Leander (1) :

"50. L'expression "prévue par la loi", au sens du paragraphe 2 de l'article 8, veut d'abord que l'ingérence ait une base en droit interne, mais l'observation de celui-ci ne suffit pas : la loi en cause doit être accessible à l'intéressé, qui en outre doit pouvoir en prévoir les conséquences pour lui (voir, mutatis mutandis, l'arrêt Malone du 2 août 1984, série A n° 82, pp. 31-32, § 66).

51. Dans le contexte particulier de contrôles secrets du personnel affecté à des secteurs touchant à la sécurité nationale, l'exigence de prévisibilité ne saurait cependant être la même qu'en maints autres domaines. Ainsi, elle ne saurait signifier qu'un individu doit se trouver en mesure d'escompter avec précision les vérifications auxquelles la police spéciale suédoise procédera à son sujet en s'efforçant de protéger la sécurité nationale. Néanmoins, dans un système applicable à tous les citoyens, tel celui de l'ordonnance sur le contrôle du personnel, la loi doit user de termes assez clairs pour leur indiquer de manière adéquate en quelles circonstances et sous quelles conditions elle habilite la puissance publique à se livrer à pareille ingérence secrète, et virtuellement dangereuse, dans leur vie privée (ibidem, p. 32, § 67).

Pour s'assurer du respect du critère de la prévisibilité, il faut tenir compte aussi des instructions ou des pratiques administratives n'ayant pas force de loi, pour autant que les intéressés les connaissent suffisamment (arrêt SILVER et autres du 25 mars 1983, série A n° 61, pp. 33-34, §§ 88-89).

(1) Série A, n° 116, p. 23.

En outre, lorsque sa mise en oeuvre s'opère au moyen de mesures secrètes, échappant au contrôle des personnes concernées comme du public, la loi elle-même, par opposition à la pratique administrative dont elle s'accompagne, doit définir l'étendue du pouvoir d'appréciation attribué à l'autorité compétente avec assez de netteté - compte tenu du but légitime poursuivi - pour fournir à l'individu une protection adéquate contre l'arbitraire (arrêt MALONE précité, série A n° 82, pp. 32-33, § 68)".

L'article 4, alinéa 2, de l'avant-projet habilite le comité ministériel à définir "la politique en matière de protection des informations sensibles, en ce compris les habilitations de sécurité".

L'article 5, § 3, dispose comme suit :

"Le Collège est seul compétent pour confier l'exécution d'enquêtes de sécurité aux services de renseignements et de sécurité dans le cadre de leurs missions respectives, sans préjudice de celles qui leur sont confiées par ou en vertu de la loi.

A moins que la loi n'en dispose autrement, aucune enquête de sécurité ne peut être effectuée sans l'accord préalable et écrit de l'intéressé.

Le Collège est seul habilité à délivrer les certificats de sécurité, y compris ceux dont la délivrance résulte des engagements internationaux de la Belgique, aux personnes susceptibles de prendre connaissance des informations sensibles.

Il exerce ces tâches conformément aux directives du Comité ministériel".

Selon les articles 9, § 1er, 2°, et 11, § 1er, 3°, la Sûreté de l'Etat et le Service général du renseignement et de la sécurité ont entre autres pour mission "d'effectuer les enquêtes de sécurité qui (leur) sont confiées par le

.../...

Collège du renseignement et de la sécurité, par ou en vertu de la loi ou des directives du comité ministériel" (1).

Il s'impose d'abord d'observer que ces dispositions délèguent l'ensemble du pouvoir de régler la matière, y compris les principes essentiels. Ce pouvoir est au surplus attribué, non au Roi ainsi que le requiert l'article 108 de la Constitution, mais à un comité ministériel qui pourrait lui-même abandonner assez discrétionnairement à un collège administratif, voire même aux services de renseignements et de sécurité, le soin de déterminer les modalités concrètes des enquêtes de sécurité.

En outre, et sans qu'il soit besoin de s'interroger sur la pertinence de la seule garantie que prévoit le texte au regard notamment de l'article 22 de la Constitution, à savoir le consentement préalable écrit de l'intéressé, alors que rien n'exclut les ingérences pour les besoins de l'enquête dans la vie privée de tiers, il convient de constater, d'une part, que la subordination hiérarchique, s'agissant des agents de l'autorité, est assez peu propice à la liberté que suppose le consentement, et, d'autre part, que le consentement ne revêt de réelle signification que

(1) Voir également l'article 11, § 1er, 2°, qui attribue au SGR la mission "de protéger le secret qui, en vertu des engagements internationaux de la Belgique ou afin d'assurer la sécurité extérieure de l'Etat et la défense du territoire, s'attache aux installations, plans, écrits, documents ou autres objets militaires, aux renseignements et systèmes informatiques ainsi qu'aux communications. A cette fin, il élabore les consignes générales et particulières utiles et en surveille le respect".

pour autant que celui qui l'exprime soit informé à suffisance de ce à quoi il l'engage.

Or, l'avant-projet ne remédie nullement, à cet égard, aux carences des pratiques actuelles, que le législateur serait en somme convié à entériner. Il convient au contraire qu'il établisse au moins les principes essentiels de la classification, parmi lesquels, notamment, les relations convenables entre les divers degrés de la classification ainsi que la nature et l'étendue des investigations auxquelles l'enquête précédant l'habilitation à accéder aux lieux, documents et autre matériel ainsi classifiés pourrait donner lieu.

IV. Le projet reste en défaut de respecter les exigences de légalité, de légitimité du but, de nécessité dans une société démocratique et de proportionnalité des ingérences, qui doivent être satisfaites tant en ce qui concerne les habilitations de sécurité que, plus largement, dans l'ensemble des domaines couverts par l'avant-projet, alors qu'il devrait les affermir.

Les articles 6 et 10 affirment certes que chacun des services de renseignements et de sécurité "veille au respect et contribue à la protection des libertés et droits individuels, ainsi qu'au développement démocratique de la société", ce qui est assurément une bonne intention; la nécessité de l'exprimer ainsi vient sans doute de ce que le texte en projet ne la réalise guère par ailleurs.

Dans le même temps qu'il définit les missions générales de ces services et, en particulier, de la Sûreté de l'Etat, de manière fort peu restrictive, il leur aban-

.../...

donne en effet le choix des moyens, pourvu qu'ils n'impliquent pas le recours à la contrainte et que leur usage ne soit pas autrement prohibé par la loi.

Pareille conception, fondée sur l'a priori au mieux optimiste qu'ainsi privés du pouvoir de contraindre et d'user de méthodes illégales, les services de renseignements et de sécurité se trouveraient dans l'impossibilité de commettre aucune ingérence secrète dans l'exercice des droits et libertés fondamentaux, fait évidemment peu de cas des impératifs qui viennent d'être rappelés.

V. L'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales autorise en son alinéa 2 une ingérence étatique dans la vie privée à la triple condition de poursuivre l'un des buts légitimes qu'elle énumère, d'être prévue par la loi et enfin d'être nécessaire dans une société démocratique.

La condition d'être prévue par la loi suppose que l'ingérence étatique ait une base en droit interne, mais aussi que la loi en cause soit accessible aux intéressés et que ceux-ci puissent en prévoir les conséquences (arrêt *Leander*, 26 mars 1987).

Aux termes de l'arrêt *Malone* précité, cette exigence de prévisibilité signifie que

"la loi doit user de termes assez clairs pour indiquer à tous de manière suffisante et sous quelles conditions elle habilite la puissance publique à opérer pareille atteinte secrète".

.../...

A cet égard, force est d'observer que la loi en projet est tout a fait dépourvue de règles "claires et détaillées" ayant trait à la collecte et l'usage des informations (arrêt Kruslin, 24 avril 1990), notamment en ce qui concerne la durée des mesures de surveillance, l'exigence d'indices préalables, les conditions d'établissement des procès-verbaux, les modes de communication et de sauvegarde des données, les circonstances de leur effacement, la qualité des agents habilités, etc ... tout se passant en définitive comme si la législation examinée tendait à permettre, quelle que soit la mission entreprise, une surveillance générale de type exploratoire.

Une interrogation surgit néanmoins quant à certaines missions des services de renseignements. Il leur est, en effet, confié la tâche d'effectuer des enquêtes de sécurité sur leurs propres agents ou sur des tiers, des missions de protection des personnes ou encore toutes autres missions découlant de la loi. Dans le cadre de ces activités, les services de renseignement peuvent recourir aux moyens d'investigation prévus à l'article 12 du projet.

Or le caractère fort imprécis de ces missions, certaines n'étant d'ailleurs pas encore définies, autorise un doute sérieux quant à leur caractère nécessaire dans une société démocratique, évaluation d'autant plus délicate que l'action des services de renseignement est confidentielle, entraînant ainsi des risques d'abus aisés à commettre.

VI. L'article 12, alinéa 2, de l'avant-projet habilite les services de renseignements et de sécurité à traiter des données à caractère personnel. Il est, par

.../...

conséquent, nécessaire que la Commission de la protection de la vie privée soit consultée en application de l'article 29 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, compte tenu spécialement des importantes dérogations dont bénéficient, en vertu de son article 3, § 3, la Sûreté de l'Etat et le Service général du renseignement et de la sécurité.

VII. Il y a une discordance entre le texte de l'article 12, alinéa 3, et le commentaire qui en est donné dans l'exposé des motifs. Il convient d'y remédier.

VIII. Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

I. Zoals opgemerkt wordt in de memorie van toelichting die bij het voorontwerp gaat "(zijn er) in België twee inlichtingen- en veiligheidsdiensten : de Veiligheid van de Staat die ressorteert onder de minister van Justitie en de Algemene Dienst inlichting en veiligheid die deel uitmaakt van de generale staf van het leger. De wettelijke grondslagen waarop die twee diensten berusten zijn ofwel onbestaande ofwel onvoldoende."

De wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten heeft betrekking op de Veiligheid van de Staat en de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid, maar organiseert geen van beide.

Door de oprichting van inlichtingendiensten wordt de overheid per definitie gemachtigd tot het ontwikkelen van activiteiten die een potentieel gevaarlijke inmenging kunnen zijn in de uitoefening van de fundamentele rechten en vooral van het recht op eerbiediging van het privé-leven en het gezinsleven (dat zowel door artikel 22 van de Grondwet als door artikel 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden wordt gehuldigd). Het feit dat die rechten moeten worden beschermd, brengt met zich dat een belangrijk deel van die kwestie bij wet moet worden geregeld. De grootste verdienste van het voorontwerp is overigens dat het toegeeft dat dit wetgevend optreden noodzakelijk is.

.../...

Toch dient een onderscheid te worden gemaakt tussen de taken die de federale wetgever - en hij alleen - op zich dient te nemen en wat volgens de Grondwet tot de eigen bevoegdheden van de uitvoerende macht behoort.

Terwijl er uit dit oogpunt geenszins twijfel over bestaat dat het oprichten van de beide inlichtingendiensten (artikel 2 van het voorontwerp) en het vaststellen van hun respectieve "opdrachten" (artikelen 9 en 11 van het voorontwerp) tot de bevoegdheden van de wetgever behoren, lijkt het vaststellen van de regels voor de organisatie en de werkwijze van die diensten zulke bevoegdheden evenwel te buiten te gaan.

Zo wordt een ministerieel comité, waarvan de samenstelling door de Koning wordt vastgesteld, er in hoofdstuk II (artikel 4) van het voorontwerp mee belast de algemene politiek inzake inlichtingen vast te stellen, de prioriteiten van de beide voornoemde diensten te bepalen en hun activiteiten te coördineren.

Artikel 5, zijnerzijds, stelt de oprichting in het vooruitzicht van een "college voor inlichtingen en veiligheid", voorgezeten door een afgevaardigde van de eerste minister en bestaande uit verscheidene leidende ambtenaren - onder wie de leidende ambtenaar van de Veiligheid van de Staat, de chef van de Algemene Dienst inlichting en veiligheid en de commandant van de rijkswacht; naar luid van paragraaf 2 zou de belangrijkste taak van dit college erin bestaan de gecoördineerde uitvoering van de beslissingen van het ministerieel comité te garanderen.

.../...

Hoofdstuk III van het voorontwerp bevat trouwens - naast de bepalingen betreffende de "opdrachten" van de beide inlichtingendiensten - een reeks regels waarbij de bemoeienissen betreffende de uitoefening van het gezag ten aanzien van deze beide inlichtingen- en veiligheidsdiensten over de minister van Justitie, de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Landsverdediging worden verdeeld; dat is inzonderheid de bedoeling van de artikelen 6, eerste lid, 7, 8 en 10, met uitzondering van paragraaf 1, tweede lid.

Er dient aan te worden herinnerd dat de organisatie van de administratieve diensten van de Staat, krachtens de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet een prerogatief van de uitvoerende macht is.

De afdeling wetgeving heeft in een vorig advies opgemerkt (1) :

"De Grondwet vestigt een stelsel van scheiding der machten, waarin ieder van de drie machten die zij instelt een uitsluitend voor haar weggelegde bevoegdheid bezit en binnen de grenzen van die bevoegdheid los van de andere twee machten staat. Het door de Grondwet gevestigde stelsel is tevens ook een parlementair stelsel, met als hoofdkenmerk dat de ministers verantwoordelijk zijn bij de Wetgevende Kamers.

(1) Gedr. St., Kamer van Volksvertegenwoordigers, 127, zitting 1981-1982, nr. 2; zie ook M. LEROY, "Tout est perdu", Journal des tribunaux, 1983, blz. 245 e.v., waarin dat advies eveneens is overgenomen.

Een uitloper van die beginselen is dat de uitvoerende macht ter wille van haar specifieke opdracht en verantwoordelijkheid, zelf haar organisatie en werkwijze bepaalt.

Uit de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet blijkt dat het oprichten en organiseren van de diensten van het algemeen bestuur zaak van de Koning is".

Het staat bijgevolg aan de Koning, aan wie artikel 37 van de Grondwet de federale uitvoerende macht opdraagt, om de administratieve diensten die daaronder ressorteren op te richten, te behouden of af te schaffen, en de uitoefening van het gezag over die diensten te organiseren, wat betekent dat Hij tevens de ministeriële bevoegdheden ten aanzien van die diensten kan verdelen, de nadere regels voor de eventueel gezamenlijke uitoefening ervan kan bepalen en daartoe ministeriële comités of administratieve coördinatie-organen kan oprichten. Artikel 167, § 1, tweede lid, van de Grondwet draagt aan de Koning tevens het bevel over de krijgsmacht op, zodat hetzelfde geldt voor de diensten die daaronder ressorteren.

De wetgevende macht kan bijgevolg de bepalingen van de hoofdstukken II en III van het voorontwerp (met uitzondering van die welke betrekking hebben op de "opdrachten" van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten) niet voor haar rekening nemen zonder op het terrein van de bevoegdheden te treden die de Grondwet voor de Koning reserveert; door de wetgevende macht daartoe uit te nodigen, zou de uitvoerende macht haar eigen bevoegdheden prijsgeven.

.../...

II. Hoewel de wetgever niet bevoegd is om de uitoefening van de uitvoerende macht te organiseren ten nadele van de autonomie waarover deze beschikt zolang het erom gaat haar eigen werking te regelen, staat het daarentegen aan hem om zijn eigen bevoegdheden ten volle uit te oefenen door de activiteiten van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten nauwkeurig te omschrijven.

Doordat het voorontwerp - in het licht van de grondwettelijke beginselen overigens ten onrechte - de nadruk legt op aandachtspunten die meer verband houden met de uitvoerende taken (zoals de uitoefening van het gezag over de diensten), lijkt het aspecten op de achtergrond te schuiven die de federale wetgever, zijnerzijds, als essentieel zou moeten beschouwen, inzonderheid de aard van de taken waarmee de inlichtingen- en veiligheidsdiensten in een democratische samenleving kunnen worden belast, alsook de actiemiddelen die zij kunnen aanwenden om die uit te voeren.

Hoewel kan worden aanvaard dat de overheid zich voorziet van diensten waarvan de specifieke taak erin bestaat haar de inlichtingen te bezorgen op basis waarvan zij door passende beslissingen verwerpelijke schendingen kan voorkomen van de belangen waarvoor zij de verantwoordelijkheid op zich neemt, dient de wet desalniettemin ook de samenleving te beschermen tegen de schade die de uitoefening van deze taak, door de geheimhouding waardoor deze gewoonlijk wordt gekenmerkt, voor de vrije uitoefening van de fundamentele rechten zou kunnen inhouden.

.../...

Zo legt het Europees Hof voor de rechten van de mens zichzelf de volgende verplichting op : "se convaincre de l'existence de garanties adéquates et suffisantes contre les abus car un système de surveillance secrète destiné à protéger la sécurité nationale crée un risque de saper, voire de détruire, la démocratie au motif de la défendre" (1).

Artikel 22 van de Grondwet legt in het bijzonder de federale wetgever de verplichting op om de bescherming van het recht op eerbiediging van het privé-leven en het gezinsleven te garanderen; omgekeerd is alleen de wetgever bevoegd om te bepalen in welke gevallen en onder welke voorwaarden op dat recht enige beperkingen kunnen worden gesteld.

Deze grondwettelijke bepalingen verwijzen naar artikel 8 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, dat als volgt luidt :

"1. Eenieder heeft recht op eerbiediging van zijn privé-leven, zijn gezinsleven, zijn huis en zijn briefwisseling.

2. Geen inmenging van enig openbaar gezag is toegestaan met betrekking tot de uitoefening van dit recht dan voor zover bij de wet is voorzien en in een democratische samenleving nodig is in het belang van 's lands veiligheid, de openbare veiligheid, of het economisch welzijn van het land, de bescherming van de openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden, of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen".

(1) Arrest Leander van 26 maart 1987, lid 60.

In verband met de methodes die de inlichtingen- en veiligheidsdiensten mogen gebruiken, bevat de memorie van toelichting de volgende uitleg :

"De opdracht van de inlichtingendiensten is van verkennende aard en kan worden gesitueerd op het terrein van de eventualiteit en de waarschijnlijkheid. Zij verschilt van die van de politiediensten, waarvan het optreden gericht is op het voorkomen van identificeerbare gebeurtenissen of op het onderzoek van vaststaande feiten. Uit de aard van hun opdracht vloeit voort dat de methodes die zij mogen aanwenden, niet gepaard mogen gaan met dwang en, behoudens uitzonderingen, de privacy niet mogen schenden. De inlichtingendiensten mogen bijgevolg elk onderzoek instellen, dat hun niet uitdrukkelijk bij enige wetsbepaling is verboden. Zij hebben met andere woorden, net als elke burger, het recht enige inlichtingen in te winnen, met inachtneming van de rechtsorde (artikel 19 van het internationaal verdrag betreffende de burgerlijke en politieke rechten). In de wet worden derhalve alleen methodes opgenomen, welke een specifieke machtiging vereisen".

Het voorontwerp steunt in dit opzicht op de verkeerde opvatting dat elke, niet uitdrukkelijk door de wet verboden vorm van onderzoek daardoor alleen al het privé-leven eerbiedigt. Die opvatting gaat voorbij aan het feit dat de wet totnogtoe niet overeenkomstig artikel 22, tweede lid, van de Grondwet alle waarborgen heeft vastgesteld die het recht op eerbiediging van het privé-leven volledig kunnen beschermen.

Om slechts een voorbeeld te geven : geen enkele wet regelt specifiek het gebruik van optische bewakingsmiddelen, wat uiteraard niet betekent dat het gebruik ervan niet tot een schending van het recht op eerbiediging van het privé-leven kan leiden.

.../...

Gelet op de context is de verwijzing naar het recht van elke burger om informatie in te winnen bovendien irrelevant, aangezien algemeen bekend is dat de functionarissen die, in tegenstelling tot de burgers in het algemeen, tot taak hebben informatie te verzamelen en te bewerken met het oog op het opleveren van inlichtingen, een beroep kunnen doen op technieken die al maar geperfectioneerder worden, waartoe de particulier, gesteld zelfs dat hem de lust bekruipt om die te gebruiken, meestal zelfs geen toegang heeft.

Het voorontwerp is dan ook zeer dubbelzinnig van inslag, aangezien het beweert de wetgever alleen te laten optreden om de betrokken diensten in staat te stellen zich te mengen in het privé-leven van de burgers, zij het op beperkte wijze, maar die zich naderhand tegen die achtergrond alleen maar kan uitbreiden, terwijl het zichzelf vrijstelt van het concipiëren, als tegengewicht, van welk systeem van waarborgen ook om artikel 22, tweede lid, van de Grondwet uit te voeren.

III. Een specifiek aspect van het ontwerp is een sprekend voorbeeld van de tekortkomingen waarop zopas is gewezen.

.../...

Twee recente arresten van de afdeling administratie (1) verwijzen als volgt naar de grote lacunes in het thans binnen de krijgsmacht in zwang zijnde patroon van bevoegdmakingen voor het nemen van veiligheidsmaatregelen :

"Considérant que l'article 8, § 2, de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales permet l'ingérence de l'autorité publique dans l'exercice du droit de toute personne au respect de sa vie privée, pour autant que cette ingérence est conforme à la loi, qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire notamment à la sécurité nationale et à la sûreté publique, et que les textes qui la prévoient soient accessibles à l'intéressé et rédigés en termes assez clairs pour lui indiquer de manière adéquate en quelles circonstances et sous quelles conditions ils habiliter la puissance publique à s'y livrer, spécialement si l'ingérence présente un caractère secret;

Considérant que l'article 14, § 3, de l'arrêté royal du 19 décembre 1989 portant organisation de l'Etat-major général, aux termes duquel "dans le cadre des politiques arrêtées et des missions qui lui sont dévolues, le chef du service général du renseignement et de la sécurité est chargé (...) de prendre toutes les mesures nécessaires à la protection du secret et au maintien de la sécurité militaire, y compris le chiffrement, d'établir, de diffuser et de contrôler les directives en cette matière", ne répond pas à cette exigence de précision; qu'en conséquence, les ingérences organisées par les directives qui se fondent sur cette disposition ne peuvent être tenues pour admissibles;

(1) R.v.St., arresten nr. 54.138, Cudell, en nr. 54.139, Wicart, van 30 juni 1995.

Considérant que les décisions des organes institués par, en vertu ou dans le cadre du traité de l'Atlantique-Nord, signé à Washington le 4 avril 1949, approuvé par la loi du 2 juin 1949 ne peuvent être tenues pour une base légale en droit interne et sont au surplus, de l'aveu même de la partie adverse, "classifiées", donc secrètes, de sorte qu'elles ne répondent pas aux exigences de légalité, d'accessibilité et de prévisibilité qu'impose l'article 8, § 2, de la Convention précitée; qu'en conséquence, les ingérences organisées par les instructions et circulaires ministérielles qui se fondent sur ces décisions ne peuvent être admises;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que l'ordre donné au requérant d'introduire une demande de certificat de sécurité constituait une ingérence de l'autorité publique dans l'exercice de son droit au respect de sa vie privée, ingérence non conforme aux conditions prévues par l'article 8, § 2, de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales; que la sanction disciplinaire prise à son encontre, pour avoir désobéi à cet ordre, viole donc ce droit; qu'il s'ensuit qu'elle est illégale".

Deze consideransen moeten in verband worden gebracht met de algemene beginselen die het Europees Hof voor de rechten van de mens heeft toegepast in zijn arrest van 26 maart 1987 in de zaak Leander (1) :

"50. L'expression "prévue par la loi", au sens du paragraphe 2 de l'article 8, veut d'abord que l'ingérence ait une base en droit interne, mais l'observation de celui-ci ne suffit pas : la loi en cause doit être accessible à l'intéressé, qui en outre doit pouvoir en prévoir les conséquences pour lui (voir, mutatis mutandis, l'arrêt Malone du 2 août 1984, série A n° 82, pp. 31-32, § 66).

(1) Serie A, nr. 116, blz. 23.

51. Dans le contexte particulier de contrôles secrets du personnel affecté à des secteurs touchant à la sécurité nationale, l'exigence de prévisibilité ne saurait cependant être la même qu'en maints autres domaines. Ainsi, elle ne saurait signifier qu'un individu doit se trouver en mesure d'escompter avec précision les vérifications auxquelles la police spéciale suédoise procédera à son sujet en s'efforçant de protéger la sécurité nationale. Néanmoins, dans un système applicable à tous les citoyens, tel celui de l'ordonnance sur le contrôle du personnel, la loi doit user de termes assez clairs pour leur indiquer de manière adéquate en quelles circonstances et sous quelles conditions elle habilite la puissance publique à se livrer à pareille ingérence secrète, et virtuellement dangereuse, dans leur vie privée (ibidem, p. 32, § 67).

Pour s'assurer du respect du critère de la prévisibilité, il faut tenir compte aussi des instructions ou des pratiques administratives n'ayant pas force de loi, pour autant que les intéressés les connaissent suffisamment (arrêt SILVER et autres du 25 mars 1983, série A n° 61, pp. 33-34, §§ 88-89).

En outre, lorsque sa mise en oeuvre s'opère au moyen de mesures secrètes, échappant au contrôle des personnes concernées comme du public, la loi elle-même, par opposition à la pratique administrative dont elle s'accompagne, doit définir l'étendue du pouvoir d'appréciation attribué à l'autorité compétente avec assez de netteté - compte tenu du but légitime poursuivi - pour fournir à l'individu une protection adéquate contre l'arbitraire (arrêt MALONE précité, série A n° 82, pp. 32-33, § 68)".

.../...

Artikel 4, tweede lid, van het voorontwerp machtigt het ministercomité ertoe "de politiek inzake bescherming van gevoelige informatie, met inbegrip van de bevoegdmakingen inzake veiligheid" te bepalen.

Artikel 5, § 3, luidt als volgt :

"Alleen het College is bevoegd om de uitvoering van veiligheidsonderzoeken toe te vertrouwen aan de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, in het kader van hun respectievelijke bevoegdheden, onverminderd diegene die hun toevertrouwd worden door of krachtens de wet.

Tenzij de wet anders bepaalt, mag geen enkel veiligheidsonderzoek zonder de voorafgaande en schriftelijke toestemming van de betrokkene verricht worden.

Alleen het College is gerechtigd de veiligheidsattesten uit te reiken, met inbegrip van diegene waarvan de uitreiking voortvloeit uit de internationale verplichtingen van België, aan de personen die in aanmerking komen om kennis te nemen van gevoelige informatie.

Het vervult die opdrachten overeenkomstig de richtlijnen van het Ministerieel Comité".

Volgens de artikelen 9, § 1, 2°, en 11, § 1, 3°, hebben de Veiligheid van de Staat en de Algemene Dienst inlichting en veiligheid onder andere tot taak "het uitvoeren van de veiligheidsonderzoeken die (hun) door het College voor inlichtingen en veiligheid in het kader van (hun) opdrachten worden toevertrouwd, door of krachtens de wet of de richtlijnen van het ministerieel comité" (1).

(1) Zie tevens artikel 11, § 1, 2°, waarin aan de Algemene Dienst inlichting en veiligheid de taak wordt opgedragen "het geheim (te beschermen) dat, krachtens de

Ten eerste behoort te worden opgemerkt dat deze bepalingen de gehele bevoegdheid om de aangelegenheid te regelen, met inbegrip van de wezenlijke beginselen, delegeren. Die bevoegdheid wordt daarenboven niet aan de Koning opgedragen, zoals nochtans vereist is door artikel 108 van de Grondwet, maar aan een ministerieel comité, dat zelf op vrij discretionaire wijze het bepalen van de concrete regels voor de veiligheidsonderzoeken aan een administratief college of zelfs aan de inlichtingen- en veiligheidsdiensten zou kunnen overlaten.

Zonder dat men zich hoeft te bezinnen op de relevantie van de enige garantie die de tekst in het licht van inzonderheid artikel 22 van de Grondwet biedt, namelijk de voorafgaande schriftelijke instemming van de betrokkene, terwijl niets een inmenging in het privé-leven van derden voor de behoeften van het onderzoek uitsluit, moet er bovendien op gewezen worden dat de hiërarchische ondergeschiktheid, aangezien het om personeelsleden van de overheid gaat, weinig bevorderlijk is voor de vrijheid die het geven van instemming veronderstelt en dat de instemming alleen dan een echte betekenis heeft wanneer hij die ze geeft voldoende ingelicht is over datgene waartoe hij zich verbindt.

internationale overeenkomsten van België of ten einde de uitwendige veiligheid van de Staat en de verdediging van het grondgebied te verzekeren, verbonden is met de installaties, plannen, geschriften, documenten of andere militaire voorwerpen, met de inlichtingen en informaticasystemen, alsmede met de verbindingen. Met dat doel stelt hij de nuttige algemene en bijzondere bevelen op en waakt over de inachtneming ervan".

.../...

In dit opzicht verhelpt het voorontwerp echter geenszins de tekorten van de huidige praktijken, aangaande welke de wetgever eigenlijk verzocht wordt ze te bekrachtigen. Het voorontwerp behoort daarentegen op zijn minst de wezenlijke beginselen vast te stellen van het als geheim aanmerken, waaronder inzonderheid de passende verhoudingen tussen de onderscheiden graden van als geheim aanmerken, alsook de aard en de omvang van de onderzoeksverrichtingen die kunnen worden gevergd door het onderzoek dat voorafgaat aan de machtiging om tot de aldus als geheim aangemerkte plaatsen, documenten en ander materiaal toegang te hebben.

IV. Het ontwerp beantwoordt niet aan de vereisten van wettigheid, gewettigdheid van het doel, noodzakelijkheid in een democratische samenleving en evenredigheid van de inmenging, waaraan voldaan moet zijn, zowel wat betreft de veiligheidsmachtigingen als, ruimer gezien, in alle domeinen waarop het voorontwerp betrekking heeft, terwijl het die juist zou moeten versterken.

De artikelen 6 en 10 bepalen weliswaar dat elk van beide inlichtingen- en veiligheidsdiensten "waakt ... over de naleving en (bij)draagt tot de bescherming van de individuele rechten en vrijheden, evenals tot de democratische ontwikkeling van de maatschappij", wat ongetwijfeld een goed voornemen is; het is wellicht nodig dat voornemen aldus te uiten omdat het in de ontworpen tekst overigens nauwelijks in praktijk wordt gebracht.

.../...

Terwijl de algemene taken van deze diensten en inzonderheid van de Veiligheid van de Staat zeer weinig beperkend worden gedefinieerd, zijn zij immers vrij om de middelen daartoe te kiezen, zolang ze daarbij hun toevlucht niet nemen tot dwang en het gebruik van die middelen niet anderszins door de wet verboden is.

Zulk een opvatting, die steunt op het op zijn minst optimistische apriori dat de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, waaraan aldus de macht is ontnomen om dwang uit te oefenen of onwettige methodes te gebruiken, zich gewoon niet schuldig kunnen maken aan enige geheime inmenging in de uitoefening van de fundamentele rechten en vrijheden, gaat uiteraard grotendeels voorbij aan de voorschriften die zopas in herinnering zijn gebracht.

V. Artikel 8, tweede alinea, van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden staat een inmenging van de Staat in het privé-leven toe op de drievoudige voorwaarde dat daarbij een van de in het Verdrag opgesomde gewettigde doeleinden wordt nagestreefd, dat daarin door de wet voorzien is en ten slotte dat ze nodig is in een democratische samenleving.

.../...

De voorwaarde dat daarin door de wet is voorzien, houdt in dat de inmenging door de Staat steunt op het interne recht, maar ook dat de belanghebbenden zich op de wet in kwestie kunnen beroepen en de gevolgen ervan kunnen voorzien (arrest Leander, 26 maart 1987).

Naar luid van het voormelde arrest Malone betekent dat vereiste van voorspelbaarheid het volgende :

"la loi doit user de termes assez clairs pour indiquer à tous de manière suffisante et sous quelles conditions elle habilite la puissance publique à opérer pareille atteinte secrète".

In dat opzicht moet worden opgemerkt dat de ontworpen wet in het geheel geen "duidelijke en gedetailleerde" regels bevat met betrekking tot het verzamelen en het gebruik van inlichtingen (arrest Kruslin, 24 april 1990), inzonderheid wat betreft de duur van de bewakingsmaatregelen, de vereiste van voorafgaande aanwijzingen, de voorwaarden voor het opmaken van processen-verbaal, de regels voor de mededeling en de beveiliging van de gegevens, de omstandigheden van het wissen ervan, de hoedanigheid van de gemachtigde agenten, enz. ... waarbij alles uiteindelijk geregeld is alsof de onderzochte wetgeving ertoe strekt, ongeacht de uitgevoerde taak, een algemene bewaking van het verkennende soort mogelijk te maken.

Bepaalde taken van de inlichtingendiensten doen nochtans een vraag rijzen. Aan die diensten wordt immers opgedragen veiligheidsonderzoeken uit te voeren met betrekking tot hun eigen personeelsleden of tot derden, personen te beschermen of andere taken te vervullen die uit de wet

.../...

voortvloeien. In het raam van die activiteiten kunnen de inlichtingendiensten de onderzoeksmiddelen bepaald in artikel 12 van het ontwerp aanwenden.

Wegens de grote onduidelijkheid die bestaat omtrent deze taken, waarvan er sommige trouwens nog niet gedefinieerd zijn, kan ernstig worden betwijfeld of ze nodig zijn in een democratische samenleving, wat des te moeilijker na te gaan is daar de inlichtingendiensten vertrouwelijk werken, wat het risico inhoudt dat men licht in misbruiken vervalt.

VI. Artikel 12, tweede lid, van het voorontwerp machtigt de inlichtingen- en veiligheidsdiensten tot het verwerken van persoonsgegevens. Bijgevolg dient de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer te worden geraadpleegd, met toepassing van artikel 29 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, vooral gelet op de grote afwijkingen die de Veiligheid van de Staat en de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid krachtens artikel 3, § 3, van die wet genieten.

VII. Er bestaat een discrepantie tussen de tekst van artikel 12, derde lid, en de commentaar die daarop in de memorie van toelichting wordt gegeven. Die discrepantie dient te worden weggewerkt.

.../...

Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte opmerkingen zij erop gewezen dat het ontwerp uit het oogpunt van correct taalgebruik heel wat ongerechtigheden bevat. Zo bijvoorbeeld wordt in het ontwerp gewerkt met de uitdrukking "diegene die" of het woord "diegene", zonder dat het antecedent van die uitdrukking of dat woord een persoon is (art. 5, § 3, eerste en derde lid). Men schrijve "die welke", respectievelijk "die". Ook zou het correcter zijn te werken met de term "taak" dan met de term "opdracht". Het woord "evenals", dat op verscheidene plaatsen van het ontwerp verkeerd gebruikt wordt, zou vervangen moeten worden door het woord "alsook" (art. 6, tweede lid, art. 15, § 1, tweede lid). Ook de term "fysisch" wordt in verscheidene bepalingen verkeerd gebruikt, omdat "fysiek, lichamelijk" bedoeld wordt (art. 16, 18 en 19). Men schrijve "fysiek". Deze voorbeelden mogen volstaan om aan te tonen dat de Nederlandse tekst van het ontwerp herzien zou moeten worden.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

J. GIELISSEN,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. M. BAUWENS, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. M. BAUWENS, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.